

**Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des  
Transports d'Île-de-France**

**Accord cadre de prestations intellectuelles à bons de commande passé au terme d'une procédure  
d'appel d'offres ouvert définie aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du code de la  
commande publique**

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **Pouvoir adjudicateur**

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France (DRIEAT- IF)  
Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement,  
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT- IF) en vertu de l'arrêté de  
délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France (n°IDF-2023-04-04-00003 du 19  
avril 2023)

### **Objet de la consultation**

#### **ACCORD CADRE**

-----

***Mission de coordination de catégorie 1 en matière de sécurité et de protection de la  
santé relative aux opérations d'investissement, d'entretien et de maintenance du réseau  
routier national de la DiRIF***

**Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 2 000 000 € HT.**

### **Remise des offres**

Date et heure limites de **réception** : **le 31/07/2025 à 12 h00**



## SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
2-1. Définition de la procédure .....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots .....	4
2-3. Nature de l'attributaire .....	4
2-4. Modalités d'attribution des marchés subséquents .....	5
2-5. Variantes .....	6
2-6. Durée du marché et délais d'exécution .....	6
2-7. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-8. Délai de validité des offres .....	6
2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense" .....	6
2-10. Clauses sociales et environnementales.....	6
ARTICLE 3. PRÉSENTATION DES OFFRES .....	6
3-1. Documents fournis aux candidats.....	7
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	7
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu .....	9
3-4. Documents à fournir par l'attributaire du marché .....	9
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	10
4-1. Sélection des candidatures .....	10
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE .....	13
5-1. Dispositions d'ordre général.....	13
5-2. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation .....	14
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES .....	16
ARTICLE 7. PROCEDURES DE RECOURS .....	16

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".*

### **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent marché porte sur la réalisation de missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS) de 1<sup>ère</sup> catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail, en phase conception et/ou en phase réalisation pour des opérations d'investissement, d'entretien et de maintenance sur le réseau routier de la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF). Ces missions s'exécuteront conformément aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : sur l'ensemble du réseau routier national non concédé en Île-de-France et dans les locaux des maîtres d'ouvrage concernés (voir liste des implantations des sites de la DiRIF en annexe du CCP).

### **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles **L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du code de la commande publique**.

**Il s'agit d'un accord cadre multi-attributaire passé conformément aux articles R.2162 -1 à 12 du code de la commande publique.**

#### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

#### **2-3. Nature de l'attributaire**

L'accord-cadre sera multi-attributaire. À l'issue de l'analyse, les quatre meilleures offres seront retenues sous réserve d'un nombre d'offres recevables suffisant. Toutefois si une seule offre est recevable au terme de l'analyse, alors l'appel d'offres sera déclaré infructueux.

Pour chaque attributaire le marché sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;
- soit avec des opérateurs économiques groupés conjoints ou solidaires. En cas de groupement conjoint le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du marché. Dans cette hypothèse, le groupement devra nécessairement garantir une organisation, où par un marché subséquent donné, un seul coordonnateur, c'est-à-dire un seul opérateur économique du groupement, interviendra pour un projet donné en application de l'article L.4532-4 du code du travail.

**Le cas échéant, « Le candidat remettant une offre, pour la présente consultation, en tant que**

**membre d'un groupement, ne pourra le faire à titre individuel. Il ne peut être membre de plusieurs groupements. » (Article R.2142-21).**

**Les représentants des entreprises et le mandataire du groupement, doivent justifier leur pouvoir à engager les entreprises.**

Conformément aux articles L.2141-13 et L.2141-14 du code de la commande publique, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

#### **2-4. Modalités d'attribution des marchés subséquents**

Les marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre, dits « marchés subséquents », seront attribués à l'issue d'une remise en concurrence des titulaires sur la base des critères de jugement des offres suivants, appréciés à partir des documents qui seront demandés lors de chaque consultation et remis par le(s) candidats.

Pour les marchés subséquents, l'offre des candidats sera appréciée sur la base de la pondération suivante qui sera indiquée lors de la consultation :

**1 – Le prix des prestations :** fourchette variable de **30% à 70%** (la pondération sera précisément indiquée lors de chacune des consultations)

Il sera évalué sur la base d'un cadre de détail estimatif particulier à la consultation subséquente rempli par le candidat dans le respect des prix plafonds définis par le maître d'ouvrage.

**2 – Valeur technique :** fourchette variable de **20% à 60%** (la pondération sera précisément indiquée lors de chacune des consultations)

Elle sera appréciée au regard de notices techniques dont les exigences seront précisées au moment de la consultation et qui seront remises par le candidat dans le cadre de son offre subséquente. Le CV du coordonnateur nommé ainsi que son attestation de compétence seront également étudiés.

**3 – Prise en compte de l'environnement : 10%**

Elle sera appréciée au regard de la notice précisant les moyens mis en œuvre pour réduire la consommation énergétique de l'entreprise dans le cadre de sa mission.

Un règlement de consultation type pour les marchés subséquents est annexé au CCP de l'accord-cadre.

A titre indicatif et sans engagement de la part du représentant du pouvoir adjudicateur, les quantités qui feront l'objet de consultations subséquentes sont indiquées dans le détail estimatif joint.

Ce détail estimatif servira à juger les offres pour l'attribution du présent accord-cadre sur le critère prix comme défini à l'article 4-2 du présent règlement.

## **2-5. Variantes**

Les variantes sont interdites. Le candidat devra répondre uniquement à la solution de base.

## **2-6. Durée du marché et délais d'exécution**

Le marché sera notifié le **02/03/2026**.

La durée de l'accord-cadre est de 1 an reconductible 3 fois.

**La durée maximale d'exécution de chaque marché subséquent sera fixée lors de la consultation correspondante. La prestation de coordination de la sécurité et de protection de la santé étant fortement liée à la vie de l'opération, la durée d'exécution du marché subséquent pourra excéder la durée de validité de l'accord-cadre. Cependant, aucune nouvelle notification de marchés subséquents ne sera signée au-delà de la limite de validité de l'accord-cadre, soit 4 ans après sa notification.**

## **2-7. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-8. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 12 mois, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront alors informés.

## **2-9. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"**

Sans objet.

## **2-10. Clauses sociales et environnementales**

Le RPA s'assurera que les offres sont conformes aux clauses environnementales décrites dans le CCP à l'article 9.

Conformément aux recommandations de l'EPEC (facilitateur social), le marché ne fait pas l'objet de clauses sociales.

## **ARTICLE 3. PRÉSENTATION DES OFFRES**

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État « PLACE » à l'adresse suivante (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) – sous la référence **DRIAT-DMRNE-AOO-25-016**.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seuls le DC1 ou le document unique de marché européen (DUME) et l'acte d'engagement seront datés et signés par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ces documents est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document pour les offres électroniques.

*Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.*

### **3-1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses particulières et ses annexes (CCP) ;
- Le cadre du bordereau des prix forfaitaires et unitaires plafonds (BPFU) ;
- Le cadre du détail estimatif des prix plafonds (DE) ;
- La notice de renseignement GEMME ;

### **3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

#### **Dans un sous dossier, les pièces relatives à la candidature :**

- les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :
  - le formulaire DC1 dûment complété et signé. En cas de groupement le DC1 est signé par tous les cotraitants ;
  - le pouvoir du signataire pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment un extrait k-bis et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
- les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
  - le/les formulaire(s) DC2 dûment complétés, et notamment le chiffre d'affaires sur les trois dernières années disponibles. En cas de groupement il est fourni un DC2 par cotraitant. Les annexes demandées au DC2 sont fournies le cas échéant ;
  - une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles avec leur notice d'utilisation sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

*NB : Les documents listés ci-dessous peuvent être remplacés par le document unique de marché européen (DUME) en application des dispositions de l'article R.2143-4 suscit. Ce document doit être rédigé en français conformément à l'article R.2143-16 du code de la commande publique.*

#### **Dans un second sous dossier, les pièces relatives à l'offre :**

N.B : l'absence dans l'offre de l'un ou de plusieurs des documents suivants entraînera le rejet de l'offre

au motif qu'elle est irrégulière.

- Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s), le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder, conformément à l'article L2191-8 du code de la commande public. Il est rappelé que l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution ;
- **Le cahier des Clauses Particulières**
- Le **bordereau des prix plafonds** : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Le **détail estimatif des prix plafonds** : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- Une **notice technique relative à la compétence des intervenants** ;

Le candidat indiquera dans cette notice :

- la composition nominative de l'équipe dédiée aux prestations de l'accord cadre ;
  - le CV de chaque membre de l'équipe mentionnant, notamment, la formation initiale, les renouvellements de leur certification (attestation de suivi de formation auprès de formateurs encadrés par un organisme certifié par une entité de certification elle-même accréditée par le COFRAC), les titres d'études et les expériences professionnelles en tant que CSPS et avant cette activité ;
  - la présentation, pour chacun des membres de l'équipe, des principales missions de CSPS réalisées **dans le domaine des infrastructures autoroutières** au cours des 5 dernières années. L'intitulé de l'opération, ses caractéristiques techniques et son montant, le contenu de la mission exercée et la nature du maître d'ouvrage seront notamment précisées. Une La composition nominative de l'équipe fournie dans cette notice sera rendue contractuelle par le maître d'ouvrage pour l'ensemble des offres retenues.
- Une **notice technique relative à l'organisation proposée** pour réaliser la mission de coordination SPS (mission « conception » et « réalisation ») ;

Le candidat indiquera dans cette notice :

- l'organisation de l'équipe, les rôles et responsabilités de chacun de ses membres en fonction des types d'opérations (<5M€, <30M€, <200M€) ;
  - Les moyens de garantie de la continuité du service, notamment en cas de congé, de maladie ou autres motifs.
  - les méthodologies proposées pour réaliser les missions de coordination SPS en phases « conception » et « réalisation » ;
  - le cadre et les modalités de gestion du Registre Journal ;
  - la décomposition de la mission et la gestion du temps consacré au passage sur le chantier
- Une **notice technique relative aux enjeux**.

Le candidat présentera dans cette note synthétique de 4 pages (format A4) maximum, son analyse des principaux enjeux en matière de CSPS pour les opérations routières d'investissement et d'entretien sur le réseau DiRIF. Il listera en particulier les risques qui lui semblent prépondérants dans ce type d'opération et les pistes d'amélioration qu'il envisage d'apporter dans l'exercice de sa mission. Au vu des risques identifiés, le candidat précisera également dans cette note les



différents niveaux de prestations (temps passé, moyens humains, compétences techniques...) qu'il lui semble nécessaire de mettre en œuvre en fonction des types d'opération.

- Une **notice technique** maximum recto verso qui définit comment la société prend en compte les **sujets environnementaux** et les moyens mis en œuvre pour réduire son empreinte carbone.

### **Dans un troisième sous dossier, les pièces relatives au prix :**

- La décomposition des prix forfaitaires **plafonds** suivants :

Prix n°	6, 7, 9, 14, 17, 21
---------	---------------------

**N.B.** : pour chaque prix forfaitaire listé ci-dessus, la décomposition fera apparaître les décompositions des prix plafonds pour chacune des catégories d'opération indiquées dans le bordereau des prix (<5M€, <30M€ ou <200M€).

- Le sous-détail des prix unitaires **plafonds** suivants :

Prix n°	11, 15, 16, 22, 23, 24,25
---------	---------------------------

**N.B.** : pour chaque prix unitaire listé ci-dessus, la décomposition fera apparaître les décompositions des prix plafonds pour chacune des catégories d'opération indiquées dans le bordereau des prix (<5M€, <30M€ ou <200M€).

### **3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu**

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à 14 du code de la commande publique, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Les documents demandés seront :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail qui seront demandées au candidat par le pouvoir adjudicateur au moyen du formulaire NOTI 1 (Information au candidat retenu). Il est précisé aux candidats que l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI 2) mentionné à la rubrique F1 du NOTI 1 est téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>.

Ces pièces seront transmises au pouvoir adjudicateur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOTI 1.

### **3-4. Documents à fournir par l'attributaire du marché**

Si l'attributaire du marché n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le (s) représentant(s) habilité (s) de l'attributaire devra (ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5.2 du présent règlement.

Pour l'application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, sera remise par l'attributaire avant la notification du marché.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail pour l'application des articles L.8251-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

**NB : L'article L.2141-7 du Code de la Commande Publique permet à l'acheteur « d'exclure les opérateurs économiques qui au cours des trois années précédentes ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur ».**

*Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les co-traitants, conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.*

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures listées à l'article 3-2, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2143-6 à -14 et R ;2144-1 à -9 du code de la commande publique sont éliminées par le RPA.

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés à l'article 3-2 (par exemple les sociétés nouvellement créées) peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Si le candidat demande de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs futurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir un engagement écrit original de ceux-ci de mettre leurs moyens à disposition du candidat pour l'exécution des prestations du marché. L'absence de ces documents empêchera la prise en compte des capacités techniques, professionnelles ou financières des futurs sous-traitants.

#### **4-1.1. Capacité économique et financière**

Le chiffre d'affaires annuel global de l'entreprise générale ou la somme des chiffres d'affaires annuels globaux des entreprises du groupement devront être au moins égal à 300 000 euros TTC en moyenne pour les 3 dernières années.

#### 4-1.2. Capacité technique

Seront pris en compte dans la sélection les compétences des intervenants, la détention d'une attestation de niveau 1 en coordination SPS, l'effectif de coordonnateurs au sein de la structure, ainsi que l'expérience des coordonnateurs, notamment sur des opérations réalisées sur des voiries nationales et autoroutières. .

#### 4-2. Jugement et classement des offres

Les offres inappropriées ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables, au sens de l'article R.2152-1 et 2 du code de la commande publique ne sont pas admises à la négociation. Elles sont éliminées par le RPA.

Le RPA examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement (variantes non autorisées).

Les offres sont classées par ordre décroissant conformément aux critères pondérés définis ci-après :

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations évalué au regard du détail estimatif	60 %
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des notices techniques décrites à l'article 3-2 du présent règlement. Les sous-critères et leur pondération sont détaillés au 4-2.1 ci-dessous.	30 %
Prise en compte de l'environnement	10%

A l'issue de ce classement, les quatre meilleures offres sont retenues sous réserve d'un nombre d'offres recevables suffisant. Toutefois si une seule offre est recevable au terme de l'analyse, alors l'appel d'offres sera déclaré infructueux.

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, le candidat sera réputé avoir retiré son offre.

Lors de l'examen des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article R.2143-6 à -14 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plate-forme) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement, ou par voie postale. Les candidats vérifient le paramétrage de leur messagerie

électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

#### 4-2.1 Note technique

La valeur technique de l'offre sera appréciée au vu des documents explicatifs demandés à l'article 3-2 et valorisée par une note entre 0 et 20.

**La valeur technique de l'offre sera évaluée à partir des sous-critères techniques pondérés définis ci-dessous.**

Sous-critère technique	Notation
Compétences des intervenants relatives à cet accord-cadre, certification, nombres de coordonnateurs dans la structure, expérience des coordonnateurs et expérience sur voiries nationales et autoroutières ou pour des projets d'infrastructure d'ampleur et de problématiques similaires	/10
Organisation proposée	/4
Note d'enjeux	/6

**NB :** si l'offre ne comporte aucun des éléments relatifs à l'appréciation de l'un des sous critères énumérés ci-dessus, elle sera déclarée irrégulière (cf article 3-2 ci-dessus).

La valeur technique finale de l'offre sera notée sur 20 à partir des notes des sous critères pondérés selon les indications du tableau ci-dessus.

#### 4-2.2 Note prix

Le critère prix sera apprécié au vu du détail estimatif de l'accord cadre, non contractuel, dont les quantités sont fournies à titre indicatif par la personne publique et valorisé par le candidat. Le prix qui est utilisé pour juger les offres est constitué du prix total du détail estimatif.

Les prix, correspondant à chaque ligne du détail estimatif, seront **des prix-plafonds des marchés subséquents**, sur lesquels le titulaire s'engage, par montant d'opération. Afin de couvrir l'ensemble des besoins possibles de la DiRIF en termes de grands types d'opérations, nous avons volontairement découpé ces prix en fonction du montant de l'opération :

- .....0 € < Montant opération TTC ≤ 5 M€
- .....5 M€ < Montant opération TTC ≤ 30 M€
- .....30 M€ < Montant opération TTC ≤ 200 M€

Pour chacun de ces types d'opération, il s'agit de chiffrer chaque prix forfaitaire et unitaire du bordereau des prix en considérant le montant TTC maximum des travaux, soit 5 M€, 30 M€ et 200 M€.

Par exemple, lors d'un marché subséquent pour une opération d'un montant estimé à 25 M€ (enveloppe prévisionnelle), les attributaires de l'accord-cadre ne pourront dépasser les prix plafonds indiqués dans l'accord-cadre pour la classe d'opérations ]5 M€ - 30M€].

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera :

$$\text{Note de l'offre (entre 0 et 20)} = 20 \times (1 - (\text{offre} - \text{offre mini}) / \text{offre mini})$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant aura la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre du moins disant, majorée de 100 %.

La note finale du candidat est obtenue par pondération des notes technique et prix selon les niveaux de pondération définis à l'article 4-2.

#### **4-2.3 Note environnement**

La valeur environnementale de l'offre sera appréciée au vu de la notice environnementale demandée au 3-2 et valorisée par une note entre 0 et 20.

### **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

#### **5-1. Dispositions d'ordre général**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**En application de l'article article R2132-7 du code de la commande publique, la remise des offres se fera exclusivement via la plate-forme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>)** qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électronique dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs,

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées par aux articles R2152-1 et 2 du Code de la Commande Publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

#### **Traitement de la copie de sauvegarde**

**La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du code de la commande publique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".** Elle doit parvenir avant la date et l'heure limite de remise des offres indiqués en page de garde du règlement de la consultation à l'adresse suivante :

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France / SG  
Bureau des marchés  
21-23 rue Miollis  
75732 PARIS Cedex 15

Offre pour : « Accord cadre pour missions de coordination SPS catégorie 1  
relative aux opérations routières de la DiRIF »

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(\*) :  
**« NE PAS OUVRIR »**

En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

## **5-2. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation. Il est conseillé au candidat de s'identifier (nom – téléphone – courriel) lors du retrait des pièces de la consultation afin d'être efficacement informé des modifications du dossier de consultation qui pourraient intervenir avant la date limite de remise des offres.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique **DRIAT-DMRNE-AOO-25-016**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- l'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**

- 1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

-<https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>  
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- 2<sup>ème</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance. La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement DAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
  - Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
  - L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.
- **Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :**
- Soit le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté sus-mentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

## **RAPPEL GÉNÉRAL**

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence **DRIEAT-DMRNE-AOO-25-016**. **Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre **administratif** et/ou **technique** qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7. PROCEDURES DE RECOURS**

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Paris

Adresse : 7 rue de JOUY

Code postal : 75181 Paris cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Adresse Internet (URL) : [http\(s\):// paris.tribunal-administratif.fr](http(s)://paris.tribunal-administratif.fr).